

Guide des subventions 2018-2019

Programme d'aide à la diffusion des résultats de recherche au collégial (PADRRRC)

Juillet 2018

Le présent document a été produit par
le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Coordination et rédaction

Direction générale des affaires collégiales
Secteur de l'enseignement supérieur

Révision linguistique

Sous la responsabilité de la Direction des communications

Pour obtenir plus d'information :

Direction générale des affaires collégiales
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
1035, rue De La Chevrotière, 12^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-6671, poste 2964
Courriel : padrrc@education.gouv.qc.ca

Ce document est accessible sur le site Web
du Ministère au www.education.gouv.qc.ca.

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2018

ISBN 978-2-550-81901-1 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018

Table des matières

Avant-propos	ii
1. Objectifs de l'aide à la diffusion des résultats de recherche.....	1
2. Admissibilité	1
3. Conditions d'admissibilité	1
3.1 Candidats	1
3.2 Autres conditions d'admissibilité.....	1
4. Présentation d'une demande	1
5. Date limite de présentation d'une demande	2
6. Modalités d'attribution de l'aide financière.....	2
7. Annonce des résultats	2
8. Obligations du chercheur	3
9. Droits de gestion	3
Annexe 1 – Volet 1 : Publication de travaux de recherche	4
Objectif	4
Critères d'admissibilité	4
Documents à joindre à la demande	4
Modalités d'attribution de l'aide financière	4
Annexe 2 – Volet 2 : Communication de travaux de recherche.....	5
Objectif	5
Critères d'admissibilité	5
Documents à joindre à la demande	5
Modalités d'attribution de l'aide financière	6
Frais non admissibles	6
Règles de gestion relatives aux frais de séjour et de déplacement au Québec.....	7
Frais de repas (taxes et pourboires inclus)	7
Frais de transport	7
Frais d'hébergement	8
Règles de gestion relatives aux frais de séjour et de déplacement hors Québec	8

Avant-propos

La compétence, l'innovation et le transfert des connaissances sont les fondements du développement socioéconomique, scientifique et technologique du Québec. Si la formation est primordiale pour l'acquisition de compétences, la recherche permet de demeurer à l'avant-garde sur le plan de la concurrence nationale et internationale. Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, par l'intermédiaire des programmes de la Direction générale des affaires collégiales, participe à cet apport collectif en valorisant le travail des chercheuses et des chercheurs¹ des établissements d'enseignement collégial² :

- le Programme d'aide à la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage (PAREA) contribue à approfondir la réflexion sur l'enseignement et l'apprentissage, à informer les partenaires du réseau sur la mise au point, la révision ou l'évaluation des pratiques pédagogiques et à accroître les connaissances qui peuvent améliorer la qualité de la formation;
- le Programme d'aide à la recherche et au transfert (PART) permet aux chercheurs de mener des activités de recherche appliquée pour répondre aux besoins des milieux preneurs, tant en matière d'innovation technologique que d'innovation sociale;
- le Programme de recherche et d'expérimentation pédagogiques (PREP) soutient la recherche et l'innovation porteuses de retombées sur l'enseignement et l'apprentissage dans le réseau collégial privé subventionné.

La diffusion des résultats de recherche fait partie des activités inhérentes au processus de création du savoir. Elle contribue au partage de l'expertise, au travail en collaboration, à un plus grand niveau de spécialisation et, ultimement, au rayonnement et à la valorisation de la recherche au collégial. Ainsi, pour encourager les chercheuses et les chercheurs à faire connaître les résultats de leurs travaux, à diffuser les résultats de leur recherche dans le réseau, dans la communauté scientifique et dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation, le Ministère peut assumer certains frais liés aux activités de diffusion et de transfert des connaissances.

Le soutien financier décrit dans ce document s'adresse aux chercheurs et aux chercheuses des établissements d'enseignement collégial (tant publics que privés et agréés aux fins de subventions) et des centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT). Les dispositions du guide du Programme d'aide à la diffusion des résultats de recherche au collégial (PADRRC) entrent en vigueur **le 1^{er} juillet 2018** et elles s'appliquent **jusqu'au 30 juin 2019**.

1. Les chercheuses et les chercheurs sont, dans le contexte du programme, les membres du personnel enseignant, du personnel non enseignant ou, dans certains cas, du personnel de gestion.

2. Dans le présent document, les termes « établissements d'enseignement collégial » et « établissements » désignent à la fois les cégeps et les collèges privés agréés aux fins de l'attribution de subventions.

1. Objectifs de l'aide à la diffusion des résultats de recherche

Le Ministère a mis en application le PADRRRC pour mettre en valeur les travaux de recherche qu'effectuent les chercheuses et les chercheurs des établissements d'enseignement collégial (tant publics que privés et agréés aux fins de subventions) et des centres collégiaux de transfert de technologie. La diffusion des résultats de recherche a pour cible le réseau collégial et la communauté scientifique nationale ou internationale. Il s'agit d'une mesure de soutien financier offerte en deux volets :

1. La publication de travaux de recherche;
2. La communication de travaux de recherche

Il est à noter que les résultats préliminaires de recherche, comme les résultats finaux, peuvent faire l'objet de ce soutien financier.

2. Admissibilité

Cette mesure de soutien financier s'adresse au personnel des établissements d'enseignement collégial du Québec et des CCTT.

3. Conditions d'admissibilité

3.1 Candidats

Sont admissibles à une aide financière les chercheuses et les chercheurs qui travaillent dans un établissement d'enseignement collégial ou un CCTT au moment où ils en font la demande et qui s'y trouvent toujours au moment de son attribution. Ceux et celles qui ont déjà obtenu une subvention en application du présent programme devront avoir satisfait à toutes les obligations qui y sont inhérentes pour être de nouveau admissibles. Les établissements doivent également satisfaire aux critères d'admissibilité prévus au volet dans lequel s'inscrit la demande. Seuls les projets de diffusion portant sur une recherche qui a été subventionnée, par le Ministère ou un autre organisme subventionnaire reconnu³, sont admissibles.

Les résultats de recherche découlant d'un mémoire de maîtrise ou d'une thèse de doctorat ne sont pas admissibles dans le cadre du programme.

3.2 Autres conditions d'admissibilité

Une demande d'aide à la diffusion des résultats de recherche, pour être admissible, ne doit porter que sur un seul projet et ne viser qu'un seul volet du programme (voir les annexes I et II). Comme il est précisé plus haut, les résultats préliminaires de la recherche, comme les résultats finaux, peuvent faire l'objet d'un soutien financier.

La demande doit comprendre **tous les documents exigés, intitulés clairement** (des précisions sont données aux annexes I et II). Les demandes reçues après la publication de l'article ou après l'activité de communication ne sont pas admissibles.

4. Présentation d'une demande

Les demandes de subvention présentées dans le cadre du programme doivent être faites dans le

3. Organismes reconnus par le Gouvernement du Québec.

portail [Astuce-Recherche](https://education-astuce.evision.ca/eAwards_applicant/servlet/StartApplication), accessible à l'adresse Web suivante:

https://education-astuce.evision.ca/eAwards_applicant/servlet/StartApplication

La demande d'aide financière, accompagnée de tous les documents requis, doit être transmise **dans un format PDF non protégé**, par la chercheuse ou le chercheur et être approuvée par la directrice générale ou le directeur général de l'établissement d'enseignement collégial. Cette approbation atteste que l'établissement accordera à la chercheuse ou au chercheur le dégagement de tâche nécessaire à la réalisation de son projet de publication ou de communication. Un formulaire par personne doit être transmis. Il est de la responsabilité de la chercheuse ou du chercheur de s'assurer que toute demande transmise au Ministère comporte l'ensemble des documents requis et que le formulaire est dûment rempli. La demande doit être rédigée en français⁴.

5. Date limite de présentation d'une demande

La demande doit être transmise au Ministère, dans le portail [Astuce-Recherche](https://education-astuce.evision.ca/eAwards_applicant/servlet/StartApplication), **un mois avant la publication de l'article ou l'activité de communication**, afin qu'il puisse la traiter dans le délai approprié. Aucune demande incomplète ne sera traitée par le Ministère. Il importe donc de s'assurer de joindre tous les documents nécessaires à l'analyse du dossier.

6. Modalités d'attribution de l'aide financière

Le Ministère accorde son soutien à la diffusion des résultats de recherche, sous forme d'aide financière. Cette aide sert à payer des frais autres que ceux qui sont liés au dégagement de tâche, lesquels sont assumés par les établissements à même leurs ressources.

Les demandes qui satisfont aux conditions d'admissibilité donnent droit à l'attribution d'une aide, sous réserve de la disponibilité des ressources financières au Ministère. Les sommes versées à titre de provision par le Ministère, mais non dépensées durant l'exercice financier considéré, ne peuvent être reportées.

Même si les dépenses réelles dépassent le montant estimé au moment de la présentation de la demande, le remboursement ne peut excéder la somme versée à titre de provision par le Ministère.

7. Annonce des résultats

La Direction générale des affaires collégiales transmet les résultats aux demandeurs, dans le dossier en ligne du chercheur. Aucun résultat n'est transmis par téléphone.

4. En vertu de la Charte de la langue française et de la politique gouvernementale qui en découle, « l'Administration requiert des personnes morales et des entreprises que les documents qui font partie d'un dossier établi en vue de l'obtention d'une subvention [...] soient rédigés en français ». *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration*, extrait de l'article 21.

8. Obligations du chercheur

Le chercheur ou la chercheuse qui se voit accorder de l'aide à la diffusion des résultats de recherche doit remplir le formulaire de protocole d'entente et le retourner, dûment signé par la direction générale de l'établissement, à l'adresse padrrc@education.gouv.qc.ca. Il est de la responsabilité du chercheur ou de la chercheuse que le protocole soit dûment rempli et que le dossier comprenne toutes les signatures requises. Le cas échéant, il ou elle doit informer le Ministère aussitôt que possible de tout changement relatif à l'utilisation de l'aide financière, et ce, par écrit.

Le chercheur ou la chercheuse qui se voit accorder une subvention doit faire indiquer, de manière explicite et visible, que la publication de l'article ou l'activité de communication a été rendue possible grâce à l'aide reçue du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il ou elle doit communiquer avec la personne responsable du programme au Ministère pour obtenir de l'information complémentaire à ce sujet.

Enfin, le rapport financier ainsi que les pièces justificatives (copies des reçus de dépenses) doivent être transmis à l'adresse padrrc@education.gouv.qc.ca, **dans les quinze jours** suivant la publication de l'article ou l'activité de communication qui a fait l'objet du soutien financier. L'omission de fournir ces pièces au Ministère dans les délais prescrits aura pour conséquence le non-paiement des sommes demandées. Le non-respect d'une ou de plusieurs exigences relatives à cette mesure de soutien à la diffusion entraîne automatiquement le non-paiement des sommes prévues ou leur récupération par les services financiers du Ministère. Toute fausse déclaration touchant l'un des aspects du présent programme expose les signataires à se voir refuser toute demande ultérieure relative à un programme de la Direction générale des affaires collégiales.

9. Droits de gestion

La Direction générale des affaires collégiales se réserve le droit :

- de retirer, en tout ou en partie, la subvention versée si l'organisme fait défaut aux obligations qui lui sont faites dans le protocole d'entente ou s'il emploie à d'autres fins l'argent versé pour un projet donné;
- de refuser d'évaluer une demande si celle-ci n'est pas conforme aux règles du programme;
- d'effectuer des vérifications et de demander toute pièce justificative liée au regard des dépenses engagées;
- de vérifier auprès des autorités concernées l'authenticité de tous les documents et renseignements fournis dans la demande;
- de limiter le montant de la subvention qui devra être allouée à une demande, de réduire sa durée et d'établir toute autre condition que le Ministère jugerait appropriée;
- de communiquer avec les personnes pour confirmer leur participation, ou pour toute question relative à cette dernière.

Annexe 1 – Volet 1 : publication de travaux de recherche

Objectif

Le volet publication de travaux de recherche a pour objet d'assumer certains frais de publication d'articles⁵ dans des revues scientifiques. Il s'adresse au personnel des établissements d'enseignement collégial du Québec et des CCTT.

Critères d'admissibilité

Outre les critères mentionnés dans le présent guide et dans le formulaire de demande d'aide à la diffusion des résultats de recherche, certaines conditions doivent être respectées :

- la chercheuse ou le chercheur doit avoir rédigé et soumis l'article au cours de l'année 2018-2019 aux éditeurs d'une revue scientifique, l'accusé de réception en faisant foi;
- l'article scientifique doit résulter d'une recherche subventionnée à compter du 1^{er} juillet 2015, par le Ministère ou par un autre organisme subventionnaire de recherche reconnu;
- la chercheuse ou le chercheur ne doit pas avoir déjà bénéficié, en 2018-2019, d'une aide financière suffisante pour couvrir les frais de la publication;
- s'il s'agit d'une collaboration, la chercheuse ou le chercheur doit être l'un des trois premiers coauteurs de l'article.

Documents à joindre à la demande

La demande d'aide financière doit contenir les documents suivants :

1. La **preuve** que le comité de lecture a accepté la publication de l'article;
2. Une **copie de l'article** à publier.

Modalités d'attribution de l'aide financière

Une somme maximale de 3 000 \$ peut être allouée en vue du paiement des frais suivants, lorsqu'ils sont justifiés : frais de mise en page de tableaux et de graphiques; frais de photographie; frais de révision linguistique et de traduction.

Sont considérés comme **non admissibles** les frais suivants : frais de traitement de texte; frais de consultation de banques de données bibliographiques informatisées; frais de téléphone, de télécopie et de photocopie; frais de poste; toute autre dépense jugée non admissible par le Ministère.

Même si les dépenses réelles dépassent le montant estimé dans la demande, le remboursement ne peut excéder la somme versée à titre de provision par le Ministère.

5. Un article scientifique correspond à la définition suivante : « Écrit à caractère scientifique, exposant généralement les résultats d'une recherche expérimentale, faisant l'objet d'une publication dans une revue spécialisée » (Source : OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne]). Les rapports de recherche, les manuels scolaires et les livres ou articles techniques ou vulgarisateurs ne correspondent pas à cette définition.

Annexe 2 – Volet 2 : Communication de travaux de recherche

Objectif

Le volet Communication de travaux de recherche a pour objet d'assumer certains frais de liés à une activité de communication scientifique sous forme de présentation orale ou par affiches au Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), au Colloque de l'Association pour la recherche au collégial (ARC), au Colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC) ou à d'autres rencontres scientifiques au Québec ou ailleurs dans le réseau. Ce volet s'adresse au personnel des établissements d'enseignement collégial du Québec et des CCTT.

Critères d'admissibilité

Outre les critères mentionnés dans le présent guide et dans le formulaire de demande d'aide à la diffusion des résultats de recherche, certaines conditions doivent être respectées :

- la chercheuse ou le chercheur doit faire sa communication scientifique sous forme de présentation orale ou par affiches, au cours de l'année 2018-2019;
- la communication doit porter sur un projet subventionné à compter du 1^{er} juillet 2015, par le Ministère ou par un autre organisme subventionnaire de recherche reconnu;
- la chercheuse ou le chercheur ne doit pas avoir déjà bénéficié, en 2018-2019, d'une aide financière suffisante pour couvrir les frais de la communication scientifique sous forme de présentation orale ou par affiches.

De plus, l'établissement doit verser une contribution obligatoire dont le montant est déterminé selon l'endroit où se tient l'activité de communication :

- soit une somme de 200 \$ pour payer les frais de participation au Congrès de l'ACFAS, au Colloque de l'ARC, au Colloque de l'AQPC ou à toute autre rencontre scientifique admissible qui se déroule au Québec;
- ou une somme de 500 \$ pour payer les frais de participation à un congrès à l'extérieur du Québec.

Documents à joindre à la demande

La demande d'aide financière doit contenir :

1. La **preuve** que le comité organisateur a accepté la communication;
2. Une **copie du contenu** de la communication.

Modalités d'attribution de l'aide financière

Lorsque les rencontres scientifiques sont tenues au Québec :

- la somme maximale accordée est de 1 000 \$ par rencontre, par chercheur qui fait une présentation orale ou par affiches (maximum de deux personnes quand il s'agit d'une équipe);
- les frais de séjour admissibles sont remboursés jusqu'à **une journée avant et une journée après** la présentation (maximum de 2 nuitées).

Lorsque les rencontres sont tenues hors du Québec :

- une somme maximale de 3 000 \$ par année peut être accordée par rencontre, par chercheur qui fait une présentation orale ou par affiches (maximum de deux personnes quand il s'agit d'une équipe);
- les frais de séjour admissibles sont remboursés jusqu'à **deux jours avant et une journée après** la présentation (maximum de 3 nuitées).

Dans le cas d'une communication par affiches, les coûts de l'affichage peuvent être remboursés (pièces justificatives à l'appui), et ce, dans les limites du montant maximal alloué annuellement pour un seul chercheur d'une équipe de recherche.

Frais non admissibles

Les frais suivants sont considérés comme non admissibles :

- utilisation d'Internet;
- frais d'obtention d'un visa;
- coûts de vaccins;
- assurance voyage;
- frais d'appels téléphoniques;
- frais d'inscription à une association;
- sac de transport;
- frais de virement bancaire;
- frais de réservation de siège;
- pourboires;
- toute autre dépense jugée non admissible par le Ministère.

Règles de gestion relatives aux frais de séjour et de déplacement au Québec

Remboursement sur présentation des pièces justificatives appropriées

Frais de repas (taxes et pourboires inclus)

Les frais de repas peuvent être remboursés sous certaines conditions, jusqu'à concurrence des montants maximaux, incluant les pourboires et les taxes, indiqués ci-dessous.

Repas	Montant maximal permis
Déjeuner	10,40 \$
Dîner	14,30 \$
Souper	21,55 \$
Indemnité forfaitaire maximale quotidienne	46,25 \$

Frais de transport

Les frais de transport en commun sont admissibles pour remboursement.

La chercheuse ou le chercheur est autorisé à utiliser son véhicule personnel, auquel cas il lui est versé, pour toute la distance parcourue, et sur présentation d'un reçu d'essence ou d'un billet de stationnement, une indemnité établie comme suit :

- indemnité de kilométrage : 0,44 \$/km.

Le moyen de transport le plus économique doit être privilégié en tout temps.

Frais d'hébergement

La chercheuse ou le chercheur peut se faire rembourser les frais d'hébergement autorisés dans un établissement hôtelier, et ce, jusqu'à concurrence des montants maximaux indiqués dans le tableau ci-dessous. Ces montants maximaux ne comprennent pas la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et la taxe d'hébergement qui, lorsqu'elles sont appliquées, sont remboursées en sus. L'hébergement doit être fait dans un rayon supérieur à 100 km.

	Basse saison (Du 1 ^{er} novembre au 31 mai)	Haute saison (Du 1 ^{er} juin au 31 octobre)
1. Établissements hôteliers situés sur le territoire de la ville de Montréal	126 \$	138 \$
2. Établissements hôteliers situés sur le territoire de la ville de Québec	106 \$	106 \$
3. Établissements hôteliers situés dans les villes de Laval, Gatineau, Longueuil, Lac-Beauport et Lac-Delage	102 \$	110 \$
4. Établissements hôteliers situés ailleurs au Québec	83 \$	87 \$
5. Tout autre établissement au Québec	79 \$	79 \$

Une chercheuse ou un chercheur peut également choisir de recevoir une allocation forfaitaire de coucher qui tient lieu de frais d'hébergement pour tout déplacement comportant un coucher. Cette allocation forfaitaire est établie à 43,75 \$ CAN par coucher.

Règles de gestion relatives aux frais de séjour et de déplacement hors Québec

Remboursement sur présentation des pièces justificatives appropriées, selon les règles gouvernementales en vigueur

**Éducation
et Enseignement
supérieur**

Québec

